

1^{ère} CIRCONSCRIPTION ALENÇON-DOMFRONT

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 5 JUIN 1988

Pierre FRÉNÉE*Instituteur**Maire-Adjoint d'Alençon***Titulaire****Marcel DELAUNAY***Retraité mineur**Maire de Saint-Clair de Halouze***Suppléant****CANDIDATS****DE RASSEMBLEMENT****DES FORCES DE GAUCHE****PRÉSENTÉS****PAR LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS**

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

LUTTEZ CONTRE L'ALLIANCE AVEC LA DROITE

Le 8 mai dernier, le Parti communiste a appelé à voter pour François Mitterrand. Il l'a fait parce que le Parti communiste est l'adversaire irréductible de la droite et de l'extrême droite et que le danger existait de voir Chirac, Barre et Le Pen s'emparer du pouvoir. Il l'a fait parce que le Parti communiste est le partisan résolu de l'union des forces populaires, et qu'il n'a rien voulu faire pour les diviser.

Sitôt réélu, François Mitterrand a nommé Michel Rocard premier ministre en lui donnant pour mandat de former un gouvernement constitué de ministres socialistes et de ministres de la droite dite "centriste". Le nouveau gouvernement comprend ainsi trois ministres UDF, MM. Durafour, Pelletier et Stoléru.

François Mitterrand a jugé que ce n'était pas suffisant. Vous l'avez entendu à la télévision : *"L'ouverture que j'appelle de mes vœux n'a pu se réaliser jusqu'ici aussi largement que je l'avais souhaité".* Pour permettre cette "ouverture" au gouvernement, a-t-il ajouté, il faut une "majorité solide et stable" qui lui corresponde à l'Assemblée nationale.

Une telle alliance n'est possible qu'à partir des convergences existant entre eux sur la politique à mener dans l'intérêt du grand patronat et des financiers.

Ainsi, comme le président de la République l'a expliqué, ces élections ont pour but de préparer une alliance durable, au Parlement et au Gouvernement, entre le Parti socialiste et une partie de la droite pour mettre en œuvre la politique néfaste liée à "l'Europe de 1992". Encore plus de chômage, de pauvreté, de pressions sur le niveau de vie, d'attaques contre les acquis sociaux et démocratiques, d'atteintes à la souveraineté de la France avec en retour de nouveaux et somptueux avantages pour le grand patronat.

Le Parti communiste ne peut pas se rallier à un tel projet. Chacun le comprendra. Le Parti communiste agit en faveur du rassemblement des forces de gauche pour changer de politique. C'est le contraire que le Parti socialiste propose aujourd'hui : une coalition avec des dirigeants de l'UDF, voire du RPR, à laquelle Simone Veil, Méhaignerie, Giscard d'Estaing et même Barre ont d'ores et déjà promis leur soutien. Comment croire qu'une politique de gauche pourrait résulter de telles alliances ? Jamais la droite n'a soutenu autre chose qu'une politique de droite.

L'Histoire le prouve.

DANS L'ORNE

Cette convergence s'est déjà manifestée à plusieurs reprises entre les trois Députés sortants Ornais : MM. Daniel GOULET R.P.R., Francis GENG U.D.F., et Michel LAMBERT Socialiste, puisque tous trois ont voté ensemble les 474 milliards de la loi de programmation militaire, ainsi que les T.U.C. et les S.I.V.P., le forfait hospitalier, la suppression du remboursement à 100 % des frais médicaux, les atteintes contre la Sécurité Sociale dont l'augmentation des cotisations salariales, la flexibilité du travail, l'acte unique Européen de 1992, les quotas laitiers, etc.,

LUTTEZ POUR LE PROGRÈS SOCIAL ET LA JUSTICE

En votant pour les candidats de rassemblement des forces de gauche
présentés par le Parti communiste français,

Vous ferez entendre votre voix de salarié, de chômeur, de retraité, de jeune,
pour refuser vos difficultés, et donner plus de poids à vos revendications
qui sont celles que nous défendons :

Le SMIC à 6.000 francs et l'élévation du pouvoir d'achat des salaires jusqu'à 9.000 francs ; la revalorisation des retraites et du revenu paysan ; 3.000 francs minimum pour les plus démunis ; un 13^e mois d'allocations familiales, celles-ci étant portées à 700 F, par enfant, dès le premier, et par mois ; aucun licenciement sans reclassement préalable ; la création d'emplois en produisant en France et en coopérant avec les autres peuples ; un impôt sur les grandes fortunes rapportant vingt milliards de francs ; la garantie de toutes les libertés syndicales ; la réduction de quarante milliards du budget de surarmement au profit notamment de l'école ; zéro arme nucléaire en l'an 2000 ; la rupture de toutes les relations avec le régime d'apartheid.

Ces mesures sont nécessaires pour le développement économique de l'ORNE et l'amélioration des conditions de vie de la majorité des Ornaises et des Ornais.

Soutenir fortement ces exigences en votant communiste le 5 juin, c'est dire à la droite et au grand patronat qu'on n'est pas résigné à se laisser faire et c'est indiquer à François Mitterrand que c'est cette voie-là, et non celle d'une politique de droite, qu'on souhaite voir prendre au pays.

Chaque voix communiste va ainsi être une voix utile pour dire non à l'austérité, au chômage, aux atteintes aux libertés et au racisme, au surarmement ; une voix d'opposition franche à la droite et à l'extrême droite ; une voix au service de l'union dans l'action des forces populaires pour une politique de gauche.

Chaque voix sera comptabilisée au niveau national. Du plus petit hameau ornais à la plus grande cité, chaque voix pèsera du même poids pour affirmer ces exigences.

LUTTEZ AUSSI AVEC VOTRE BULLETIN DE VOTE

Vous toutes et tous qui ne partagez pas toutes nos idées, mais qui croyez à la gauche
et à l'union des forces ouvrières et démocratiques, pour une vraie politique de gauche,

Vous qui, habituellement électeurs communistes, avez voté F. MITTERRAND pour choisir le Président de la République que vous vouliez voir élu, sans pour autant approuver le bilan de son septennat, ni ses projets politiques, ni l'alliance avec la droite,

Vous qui avez refusé le danger LE PEN,

Vous qui, avec raison, avez voté André LAJOINIE le 24 AVRIL,

VOTEZ ET FAITES VOTER

Pierre FRENÉE

Maire-Adjoint d'ALENÇON

Suppléant : **Marcel DELAUNAY**

Maire de Saint-Clair-de-Halouze

**CANDIDATS DE RASSEMBLEMENT DES FORCES DE GAUCHE
PRÉSENTÉS PAR LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS.**

Vu, le Candidat.